

Le fait que les gouvernements continuent d'accorder beaucoup d'importance aux budgets d'aide au développement, à l'élargissement et à la libéralisation des marchés ainsi qu'à la poursuite de stratégies de gestion de la dette de plus en plus innovatrices ne relève pas des seuls impératifs économiques ou humanitaires. Il s'agit en fait également d'une question de sécurité.

Dans un monde où les frontières des États peuvent être sûrs, mais où l'air, le sol et l'eau sont de plus en plus empoisonnés, notre action en vue d'assainir l'environnement relève elle aussi des impératifs fondamentaux de la sécurité. Il est donc évident qu'en cette époque de démographie galopante et d'industrialisation accélérée, où vents et cours d'eau n'ont pas de frontières, nous ne pourrions obtenir que dans la coopération cette sécurité environnementale que nous recherchons.

Compte tenu de ces réalités, il ne fait pas de doute que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui aura lieu en 1992 doit être placée sous le double signe du courage et de l'innovation. Cette conférence devra également être l'occasion d'un dialogue réaliste entre les pays développés et en développement sur les dommages à l'environnement qui menacent indifféremment pays riches et pays pauvres. Dans cette foulée, le Canada s'emploiera vigoureusement à rendre possible la tenue, d'ici 1992, d'un Congrès mondial de la foresterie.

D'après le nouveau concept de la sécurité, il faut également réagir plus efficacement aux tensions politiques et militaires qui continuent de se faire sentir dans un si grand nombre de régions du globe.

Bien que la tâche qui nous attend à l'échelle mondiale soit très importante, je suis persuadé qu'une nouvelle approche régionale de la sécurité est plus nécessaire et plus prometteuse que jamais. Plus nécessaire, en raison des conséquences des conflits auxquels donne lieu l'interdépendance des nations et aussi à cause de l'immense capacité de destruction des armements modernes. Plus prometteuse, étant donné que l'absence de tensions entre l'Est et l'Ouest permet aux pays et aux régions de rechercher des solutions appropriées aux problèmes locaux.

La sécurité est plus que l'absence de guerre : c'est aussi la présence de la paix. Chacun doit comprendre que la survie de l'autre est dans son propre intérêt. Il faut pour cela instaurer la confiance.

Le Canada croit qu'une approche régionale à l'instauration de la confiance recèle un énorme potentiel de progrès qui est susceptible de revêtir diverses formes : dialogue proprement dit destiné à favoriser les échanges de vues et, nous l'espérons, une plus grande compréhension entre les parties; transparence accrue